

Conférence de Denis de Rougemont sur les enjeux culturels de l'unité européenne (Paris, 22 avril 1948)

Légende: Le 22 avril 1948, prononçant à la Sorbonne une conférence sur les enjeux culturels de l'unité européenne, Denis de Rougemont rend notamment compte des oppositions entre les tendances unioniste et fédéraliste au sein du militantisme pro-européen.

Source: ROUGEMONT, Denis de. L'Europe en jeu. Neuchâtel: Éditions de la Baconnière, 1948.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/conference_de_denis_de_rougemont_sur_les_enjeux_culturels_de_l unite_europeenne_paris_2_2_avril_1948-fr-ff3d3e3a-0f5b-41bf-961a-067822bb65ee.html

Date de dernière mise à jour: 24/10/2012

L'aventure du XXe siècle

Je ne suis pas ici, ce soir, pour vous parler d'une utopie, mais au contraire pour vous parler d'une aventure où nous sommes, dès maintenant, bel et bien engagés : la fédération de l'Europe.

Il y a l'utopie de l'Europe, et il y a l'aventure de l'Europe. Cette distinction fondamentale, vous allez le voir, correspond à deux attitudes entre lesquelles nous aurons à choisir dans un délai que la situation du monde rend très court.

La faiblesse générale des utopies, c'est qu'elles sont en réalité moins riches d'avenir que le présent. Je dirai même, sans trop de paradoxe, que *l'utopie peut se définir en général comme un système sans avenir*.

Le plus grand historien de notre temps, Arnold Toynbee, fait observer que les utopies classiques sont, en réalité, et je le cite : « des programmes d'action déguisés en descriptions sociologiques imaginaires ». Mais l'action qu'elles proposent n'est rien d'autre que *l'arrêt, artificiel, à un certain niveau, d'une société en décadence*. On isole de cette société les éléments que l'on considère comme bons, et l'on en compose un système qui serait en équilibre permanent, à l'abri des menaces grossières comme des créations de l'esprit, insensible aux défis toujours renouvelés de la réalité toujours changeante, bref : hors du courant de l'Histoire.

Le slogan de la peur : « Défense de l'Europe », définit aujourd'hui l'utopie.

Telle qu'elle est, pessimiste et divisée, encombrée de frontières qui l'empêchent de respirer, menacée à chaque instant d'une sorte d'hémiplégie, soit que la gauche réussisse à paralyser la droite, ou l'inverse, l'Europe est pratiquement indéfendable. Je m'explique.

Tenter d'unir en une alliance défensive nos États-nations tels qu'ils sont, tenter de coaliser leurs souverainetés pour lutter contre les Empires, ce serait vouloir coaliser précisément les facteurs principaux de notre décadence. Une sainte alliance de nos microbes ne me paraît pas le moyen de sauver notre santé. Une sainte alliance des souverainetés dont nous mourons, ne nous rendrait pas davantage la vie. Nos frontières, nos cordons douaniers, suffisent à empêcher nos biens de circuler, mais n'arrêteront pas les armées. Je dis donc que vouloir l'union de l'Europe sans rien changer dans sa structure économique et politique, c'est pratiquement ne rien vouloir, c'est l'utopie.

Au contraire, transformer l'Europe conformément à son génie, qui est celui de la liberté, et dans les conditions du XXe siècle, qui sont celles de l'organisation ; rappeler à cette Europe qui se sent diminuée qu'elle compte encore près de trois cents millions d'habitants, les plus travailleurs et les plus inventifs de toute la terre, c'est-à-dire, du seul point de vue de la quantité, plus que la Russie et deux fois plus que l'Amérique ; l'organiser au-delà des États en une grande unité politique et en un vaste espace économique ; — la fédérer dans sa diversité, en vue de maintenir et d'illustrer une certaine notion de l'homme et des risques humains dont, malgré toutes ses infidélités, elle reste aux yeux du monde entier le grand témoin — c'est la tâche dans laquelle nous nous sommes engagés, c'est l'aventure du XXe siècle, et c'est la vocation de cette génération.

Vous n'avez pas été sans remarquer que depuis quelques semaines, ou quelques mois, l'idée de l'union européenne a fait des progrès étonnants, sinon dans la réalité, du moins dans les déclarations des gouvernants, et dans la presse. Certains d'entre vous, j'imagine, pensent que l'union est en bonne voie, et que notre agitation fédéraliste est par conséquent superflue.

Je persiste à penser, pour ma part, que nos gouvernements travaillent encore dans le sens de l'utopie que je viens de décrire, et que le sort de l'aventure réelle n'est pas ailleurs que dans nos mains.

Je disais à Montreux, en septembre dernier, lors du congrès de l'Union européenne des fédéralistes :

« Si l'Europe doit durer, c'est aux fédéralistes qu'elle le devra, et à eux seuls. Sur qui d'autre peut-elle

compter ?

« Elle ne doit pas compter sur les gens au pouvoir. L'union, la paix, que la plupart d'entre eux désirent, ne peuvent pas être leur affaire, pour des raisons absurdes, mais techniques. Il faut donc les pousser dans le dos, voilà qui est clair ».

Quelques mois plus tard, pariant au nom des gouvernants, et décrivant leur situation embarrassée, le premier ministre belge, M. Spaak, s'écriait dans un discours fameux : « Bousculez-nous ! »

Nous sommes d'accord.

La parole est maintenant aux peuples, à l'opinion qui se réveille, aux citoyens du continent. Ils vont la prendre dans quinze jours, aux États généraux de l'Europe, convoqués à La Haye pour le 7 mai.

Je ne puis anticiper sur les résolutions auxquelles aboutira ce congrès de l'Europe. Le 19 juin de 1789, personne ne prévoyait le serment du Jeu de Paume, qui marqua le lendemain un tournant de l'Histoire. Ce que je sais, c'est notre volonté, et c'est le but précis que nous visons tous, à plus ou moins brève échéance.

Nous avons aujourd'hui une Europe divisée et cloisonnée dans l'anarchie. Nous voulons une Europe organisée. Une Europe sans barrières ni visas, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées, et des biens. Pour assurer ces libertés organisées, certaines institutions seront nécessaires. Nous voulons, au-dessus des États, de toute urgence, un Conseil politique de l'Europe. Nous voulons que ce Conseil soit contrôlé par un Parlement de l'Europe. Nous voulons qu'un Conseil économique entreprenne Sa mise en commun de nos ressources naturelles. Et nous voulons qu'un Centre de la culture donne une voix et une autorité à la conscience européenne.

Par-dessus tout, dominant ces Conseils qui domineraient eux-mêmes les États, nous voulons instituer une Cour suprême, qui soit la gardienne de la Charte des droits et des devoirs de la personne, et à laquelle puissent en appeler directement, contre l'État ou le parti qui s'en empare, les citoyens, les groupes, et les minorités. Ainsi sera garanti le droit d'opposition, faute duquel il est dérisoire de parler de démocratie.

Finalement, nous voulons l'Europe, parce que sans elle le monde glisse à la guerre, et que l'alternative n'est plus, pour nous, que d'empêcher cette guerre ou de périr en elle. Séparé, isolé, aucun de nos pays n'empêchera rien : nous serons colonisés l'un après l'autre en toute souveraineté nationale, et vous voyez peut-être à quoi je pense. Fédérés, au contraire, nous remonterons au niveau de puissance des deux Grands. Ils baisseront le ton, et l'on pourra parler.

Telle est la vision directrice de l'aventure que nous courons. Et il est clair que son enjeu n'est pas d'abord notre sécurité, n'est pas d'abord notre prospérité, bien que l'une et l'autre en dépendent, mais qu'il est avant tout l'enjeu de la personne, la chance de l'homme au XXe siècle. Et c'est pourquoi la hiérarchie des Conseils que nous proposons aboutit à la Cour suprême, c'est-à-dire à une institution dont la fin n'est pas la puissance, ni le maintien par la police d'une certaine idéologie, mais au contraire le règne de la loi, par où j'entends la garantie des droits élémentaires de l'homme, antérieurs à l'État, supérieurs à l'État, et sans lesquels, pour nous Européens, le bonheur même paraît inacceptable.

Mesdames et messieurs, vous le sentez, il s'agit dans notre aventure de quelque chose qui dépasse largement les institutions nécessaires et les discussions juridiques qu'on peut entretenir à leur sujet.

Quel que soit le parti dont nous sommes membres, et quelle que soit notre patrie, nous sentons tous que les menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'Europe mettent en cause quelque chose de plus profond que nos systèmes économiques ou que nos passions politiques. Elles mettent en cause un certain mode de vie, un idéal et un climat de liberté, que symbolise depuis des siècles le nom Europe. En les perdant, nous serions assurés de perdre du même coup ce qui fait à nos yeux la valeur et le sens de la vie. Le monde entier en serait appauvri.

C'est donc une notion de l'homme et de la liberté qui est en définitive notre vrai bien commun. C'est en elle que nous possédons notre unité profonde. Et c'est en la définissant d'une manière actuelle et concrète que nous définirons valablement les bases et les structures de la Fédération qui a pour but de la sauvegarder.

Je sais bien ce que certains vont me dire.

On me dira que je me perds dans l'abstraction, et que j'idéalise les motifs terre à terre qui militent en faveur d'une union de l'Europe. On me dira que ces motifs immédiats sont d'ordre économique et politique, que cela seul compte, et que l'homme de la rue se fiche un peu de ma notion européenne de l'homme et de la liberté.

Ce point de vue passe aux yeux de certains pour réaliste, je le qualifie pour ma part d'utopiste. Je dis qu'il équivaut à nier l'Europe telle qu'elle a tout de même existé.

Si l'on prétend que la seule chose sérieuse, c'est l'organisation économique et politique du continent, je répondrai : dans ce cas, soyez sérieux, devenez une colonie américaine, ou bien demandez aux Russes d'établir parmi nous l'ordre qui règne à Varsovie. Vous aurez la guerre par surcroît, vous serez sauvés des abstractions... Mais si des résistances se manifestent, croyez-m'en, elles prouveront que l'Européen tient, plus qu'à l'ordre, et plus qu'à la richesse, et plus qu'au pain qu'il mange à une notion de l'homme, qu'il ne sait pas toujours formuler, mais pour laquelle il sait mourir, parce qu'il en vit. Il l'a montré pendant la Résistance.

Je rappellerai ensuite que si l'Europe, petit cap de l'Asie comme on sait, a été tout de même pendant plus de deux mille ans, la plus grande source d'énergie, et d'invention, et de puissance réelle de la planète, c'est parce qu'elle a compensé par l'esprit, en abstractions et en spéculations, suivies de créations aventureuses, les réalités terre à terre, et si médiocres par leurs dimensions, auxquelles on voudrait la réduire.

L'Europe est une culture, ou elle n'est pas grand-chose.

J'emploie ici le mot culture au sens le plus large et humain, celui qu'illustre justement, aux yeux du monde entier, notre existence.

Pour nous, Européens, la culture véritable naît d'une prise de conscience de la vie. Se cultiver, bénéficier de la culture, prendre une part à sa création, cela signifie d'abord pour chacun de nous : élargir et approfondir notre notion de l'homme et de sa liberté. Cela signifie ensuite : aménager, et transformer en conséquence le cadre de vie et les institutions. Cela signifie enfin, et pour tout résumer : se demander sans cesse, et presque sans scrupule, ce que les choses et ce que la vie veulent dire.

Il est typique de l'Europe d'aujourd'hui que la culture y soit encore un but, une fin en soi et non pas un moyen. Ailleurs, comme vous le savez, elle est mise au service du développement de l'industrie, et de certaines visées politiques. Ce sont les chefs du parti au pouvoir, les dirigeants du Plan économique, qui lui dictent un programme précis, et qui prescrivent son rôle, subordonné. Pour nous Européens, tout au contraire, c'est la culture qui exprime le sens humain de la vie politique et de l'économie ; c'est elle qui vise à les influencer, et qui permet de les critiquer — d'évaluer leurs résultats. La primauté de la culture appartient donc à la définition de l'Europe.

En second lieu, il n'est pas moins typique de l'Europe, que son unité culturelle ou, pour mieux dire, son unité d'attitude vis-à-vis de la culture, se nourrisse de diversités.

En effet, élargir et approfondir la conception de l'homme et de sa liberté n'a jamais été, en Europe, l'apanage d'une doctrine unique, d'une nation ou d'une caste choisie, mais au contraire ce fut toujours, et ce sera, tant qu'il y aura l'Europe, l'effet d'un dialogue permanent, bien souvent dramatique, parfois tragique, entre plusieurs doctrines ou plusieurs confessions, une vingtaine de nations, et une infinité d'écoles et de génies individuels : tous, ils ont contribué à faire l'Europe et à modeler l'idée européenne de l'homme.

Cette idée-là n'est donc pas simple, mais dialectique ; elle n'est pas achevée, mais ouverte ; elle est à chaque instant la résultante de couples d'éléments antagonistes, dont le débat se perpétue en chacun de nous et se

renouvelle à chaque génération : antiquité gréco-romaine et christianisme, Église et État, catholicisme et protestantisme, attachements régionaux et sens de l'universel, mémoire et invention, respect de la tradition et passion du progrès, science et sagesse, germanisme et latinité, individualisme et collectivisme, droits et devoirs, liberté et justice...

Dans cet équilibre tendu, et sans cesse menacé de rupture au profit de l'un ou l'autre de ses éléments, réside le risque original de l'homme européen, son aventure.

Dans ce débat auquel chacun de nous participe plus ou moins consciemment, réside le secret du dynamisme occidental, et de l'inquiétude créatrice qui pousse l'Européen à remettre en question, de siècle en siècle, ses rapports avec Dieu, avec le monde, avec l'État et la communauté.

Dans les combinaisons, variées à l'infini, qu'il lui est possible d'opérer entre les éléments contradictoires constituant son patrimoine, réside la chance, pour tout Européen, à individualiser de plus en plus ses jugements et son mode de vie.

Et enfin, dans ce choix permanent, dans la conscience qu'il a d'en être responsable, l'Européen conçoit la liberté.

Toute notre histoire illustre ce débat, qui se livre en chacun de nous. Elle est l'histoire des risques de la liberté, progressant entre les écueils du désordre et de l'ordre absolu. Les lois de ce progrès sont assez simples. Pour peu que l'individu, abusant de ses droits et de sa liberté, devenue facile, cède à la tentation de l'anarchie ou à celle de l'impérialisme, une réaction collectiviste se déclenche, au nom de la justice ou de l'ordre social. Elle donne naissance à des régimes unitaires (qu'on appelle aujourd'hui totalitaires) contre lesquels ne tarde pas à se dresser, avec une passion renouvelée, le génie de la diversité, c'est-à-dire de la liberté.

Si nous cherchons maintenant dans quelle notion commune de l'homme et de sa destinée se fonde notre refus simultané de l'individualisme et du collectivisme, nous voyons se définir un certain idéal, qui n'a trouvé son nom qu'au XXe siècle, mais qui a toujours été l'axe de notre histoire, la vision directrice de nos révolutions : c'est l'idéal de la personne humaine.

Cette notion d'origine chrétienne, acceptée et reprise par l'humanisme, est celle de l'homme doublement responsable envers sa vocation et envers la cité, à la fois autonome et solidaire ; à la fois libre et engagé, et non pas seulement libre comme l'individualiste, ou seulement engagé comme le totalitaire ; lieu d'une synthèse vivante mais aussi d'un conflit entre des exigences également valables, mais de fait ou de droit, antagonistes.

Cet homme est fidèle à lui-même quand il accepte le dialogue, assume le drame, et les dépasse en créations : un acte, une œuvre, ou une institution.

Il devient infidèle à lui-même et au génie formateur de l'Europe, lorsqu'il cède à la tentation de supprimer l'un des termes du conflit, soit qu'il essaie d'enfermer dans sa particularité, nation, parti, ou idéologie ; soit qu'il prétende l'imposer à tous d'une manière uniforme donc tyrannique.

Avec ces derniers mots, nous avons désigné les principaux obstacles au progrès immédiat vers la Fédération européenne.

Ce sont, pour parler très clairement : l'opposition de la Russie soviétique ; les préjugés nationalistes, et les prétentions des partis.

Même s'il y avait de bonnes raisons historiques d'inclure les Russes — la Sainte Russie ou les Soviets — dans une fédération européenne, la question, aujourd'hui, ne se pose pas. Que nous le voulions ou non, Dostoïevski ou non, il nous faut faire l'Europe sans la Russie, sans cette Byzance électrifiée, standardisée, gouvernée par les Asiatiques, sous le couvert d'une doctrine née en Europe dans le cerveau

puissant d'un Allemand, qui la destinait aux Anglais. Est-ce à dire que nous ferons l'Europe contre les Russes ? C'est malheureusement leur point de vue.

Tout essai de sauvetage de l'Europe, c'est-à-dire pratiquement d'union de l'Europe, prend à leurs yeux, et sans autre examen, l'allure d'une manœuvre antirusse.

Ils ont raison, dans le sens qu'unir l'Europe c'est la mettre à l'abri de la misère et de l'anarchie nationaliste, et donc secondairement mais très effectivement, à l'abri de l'expansion soviétique. Ils ont tort, s'ils croient un instant que l'un des buts de la Fédération soit de faire la guerre à la Russie. Mais le croient-ils ?

Il y a un an, en Amérique, je parlais de ces choses avec un homme qu'il serait difficile de soupçonner d'anticommunisme hystérique : Albert Einstein, et il me dit : « Le fond de l'affaire, c'est que les Soviets, dans le jeu mondial, se sentent le partenaire le plus faible. Tout leur effort consiste donc, et c'est normal, à contrer chacun de nos mouvements, même amical en réalité. Rien au monde ne pourra les persuader que nos intentions ne leur sont pas hostiles. Le seul moyen de sortir de cette impasse, c'est d'organiser le monde sans eux, et vous verrez que, sans eux, ce sera facile. Et cela fait, comme ils ne sont pas fous, ils comprendront que leur intérêt ne consiste plus à rester à l'écart ».

Je serais tenté de partager cet optimisme, mais il est à longue échéance. Pour l'instant, si l'on regarde les faits, la situation est la suivante : pendant que les Soviets nous accusent de préparer un bloc occidental — et les blocs, nous disent-ils, ne servent qu'à la guerre — ils ont fait leur bloc oriental, mais nous n'avons pas fait notre Fédération. Même attitude lorsqu'il s'agit du plan Marshall, ou de quelque congrès d'intellectuels. Invités en bonne et due forme, les Russes répondent en tirant le Rideau de Fer à grand fracas, s'enferment et crient qu'on les empêche d'entrer, qu'on les exclut, qu'on fait un bloc contre eux...

Il doit y avoir quelque malentendu. Il y a généralement malentendu entre des gens qui ont peur les uns des autres. Et la peur suscite des fantômes qui, à leur tour, font beaucoup plus peur que des êtres en chair et en os. C'est pourquoi la seule cure possible de la grande peur qu'inspire aux Russes un bloc occidental fantomatique, c'est de créer très vite, et solidement, notre Fédération occidentale. Car la question sérieuse n'est pas pour nous de réfuter l'accusation de bellicisme, mais d'empêcher la guerre en fait.

Le plus beau témoignage de l'anarchie de langage qui caractérise notre temps restera sans doute, aux yeux de l'historien, l'emploi simultané de certaines expressions telles que démocratie, droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, volonté populaire, antifascisme, presse libre, opinion unanime, etc., par les totalitaires de nuances diverses comme par les libéraux de l'Occident. C'est le cas de redire le mot de Bernard Shaw à propos de l'Angleterre et de l'Amérique : « Nous sommes séparés par un langage commun ».

Et la question n'est pas non plus d'affirmer que nous sommes démocrates, mais d'établir, en fait, certaines institutions qui garantissent les libertés réelles. Peu nous importent les questions d'étiquette, et tant pis pour le mot Démocratie : quand nous voyons que les staliniens l'ont à la bouche, tremblons pour lui, car ils ont la dent dure ! Laissons-leur le mot s'ils y tiennent. Tant qu'ils nous laissent la chose, nous serons contents.

Il n'en reste pas moins que l'opposition des Russes ne se réduit pas à détourner le sens des mots qu'ils nous ont pris, et à nous accabler d'injures homériques. Elle se traduit par un fait grave : au congrès de La Haye, la place de nos amis fédéralistes de toute l'Europe de l'Est restera vide.

Et cela n'a pas manqué de donner prétexte à des arguments défaitistes. On nous dit : — Vaut-il la peine de faire l'Europe sans eux ? Réponse : l'absence de ceux de l'Est nous force à faire l'Europe beaucoup plus vite, et beaucoup plus résolument que s'ils étaient là.

Tout d'abord il convient d'observer que les satellites de la Russie n'ont pas choisi de quitter notre camp. Ces peuples ne sont pas plus soviétiques que nous. Ils le sont moins, si l'on s'en tient au pourcentage de leurs électeurs communistes. Là encore, l'adjectif « populaire » dont on a décoré leurs républiques est une captieuse figure de langage. Entendons bien que ces régimes sont populaires comme les lois juives de Vichy étaient juives, comme les bagnes d'enfants sont enfantins. « Populaires », oui, pour ceux qui appellent un

chat l'absence d'un chat, et Staline un vrai démocrate.

Mais on va me dire encore : comment se fait-il que, démocrates dans leur majorité, tous ces peuples aient cédé l'un après l'autre à la loi d'une minorité ? Je réponds qu'en réalité, ils ont cédé à l'attraction d'une grande puissance.

L'autre jour, M. Pekkala, premier ministre finlandais, expliquait en ces termes candides les raisons du traité qu'il venait de signer avec les Russes :

« L'évolution de la technique moderne, disait-il, ne permet pas aux petites nations d'organiser seules leurs moyens de défense... Elles doivent s'assurer l'aide de telle grande puissance dont c'est l'intérêt de l'accorder ».

Or cette puissance, les républiques dites « populaires », pas plus que la Finlande, ne pouvaient la trouver, jusqu'ici, ailleurs qu'à l'Est. A l'Ouest, qu'avions-nous à offrir ? Nos divisions ; nos expériences économiques mal engagées et mal soutenues, étriquées dans leurs cadres nationaux ; un scepticisme général quant aux valeurs démocratiques ; l'absence de toute doctrine, de tout élan nouveau, de tout principe d'union, d'espoir ou d'aventure...

J'affirme donc que faire l'Europe sans l'Est, loin d'être une solution de résignation, c'est le seul moyen que nous ayons, aujourd'hui, de ne pas abandonner ces peuples à leur destin, de créer le pôle d'attraction nécessaire à leur équilibre, et de restaurer cette puissance dont notre désunion, dont nos carences, ont frustré leurs secrets espoirs.

Pour eux, au moins autant que pour nous, il est vital que le congrès de La Haye allume un phare visible au loin.

Vous venez de le voir : les vrais obstacles à la fédération de l'Europe ne sont pas d'abord à l'Est, mais d'abord parmi nous.

Tout nous ramène à nos problèmes internes. Et, en particulier, aux deux problèmes brûlants que je mentionnais tout à l'heure : celui que nous posent les préjugés nationalistes, et celui, parallèle, de l'esprit partisan.

A ce sujet, il me paraît urgent de préciser une distinction fondamentale pour tout le vocabulaire fédéraliste, et par suite décisive pour toute l'action européenne. Dans le cas des nations comme dans le cas des partis, il est urgent que nous apprenions à distinguer entre diversité et division ; il est urgent que nous apprenions à voir et à sentir que l'opposition véritable n'est pas entre l'union et la diversité, bien au contraire ; mais que nos divisions signifient pratiquement la mort prochaine de nos diversités.

Voyons d'abord le cas de la nation :

La diversité des nations, correspondant au cloisonnement géographique du continent, a fait pendant des siècles l'originalité de l'Europe et la fécondité de sa culture. Et l'un des buts de la Fédération, c'est de la sauver.

Mais par suite de la collusion de la nation et de l'État, fixant les mêmes frontières rigides à des réalités culturelles, linguistiques, économiques et administratives, qui n'ont aucune raison de se recouvrir en fait, cette diversité naturelle est devenue division arbitraire. Elle appauvrit nos échanges culturels. Elle laisse chacune de nos patries incapable de sauvegarder son autonomie politique, ou d'assurer son existence économique. Cet individualisme national, qui tend nécessairement à l'autarcie, constitue aujourd'hui le pire danger pour la vie réelle des nations. Dans l'état de faiblesse où il les met, il les livrera fatalement à l'unification forcée, soit par l'intervention d'un empire du dehors, soit par l'usurpation, d'un parti du dedans.

C'est pourquoi l'union fédérale, l'union des peuples au-delà des États, nous apparaît comme la seule garantie

des autonomies nationales. Ce n'est qu'en surmontant nos divisions que nous sauverons notre diversité.

Cette règle vaut aussi pour nos doctrines, partis et idéologies.

Aussi indispensables que les nations à la vie de la culture et à la liberté, ces diversités à leur tour tendent à devenir des divisions mortelles. Tandis que les frontières étatiques cloisonnent l'Europe verticalement, les idéologies et les partis la cloisonnent horizontalement. Ils penchent vers l'autarcie intellectuelle, comme les nations vers l'autarcie économique. Leurs prétentions larvées à un droit exclusif dans l'organisation du continent n'est pas moins dangereuse, n'est pas moins utopique, que ne serait l'impérialisme d'une seule nation.

Il est bien clair que ni la droite, ni la gauche, ni le centre, aujourd'hui, ne sont capables de créer l'union.

Aucun de ces partis n'est capable, à lui seul, de sauver l'Europe, ni par suite son propre avenir. De même que les nations n'ont de chance de survivre que si elles renoncent à temps au dogme tyrannique de leur souveraineté absolue, les partis n'ont de chance de poursuivre leur lutte que s'ils en limitent l'ambition, renoncent à toute visée totalitaire, même inconsciente, et subordonnent leur tactique à la stratégie générale d'une action de salut public européen.

A ce propos, et sans sortir, je crois, du cadre de cette conférence, je voudrais saisir l'occasion d'une mise au point qui se révèle nécessaire.

On a dit et écrit, en Europe, que le parti travailliste anglais boycottait le congrès de La Haye. Et certains socialistes continentaux, suivis de certains hommes en dehors des partis, ont déclaré que l'absence des travaillistes donnerait à ce congrès une couleur politique, qui leur interdirait d'y prendre part. Je suis heureux de pouvoir vous dire qu'il n'en est rien, que les travaillistes viendront.

Certes, le congrès des partis socialistes s'est prononcé à Londres, dernièrement, contre la participation « officielle » de ses membres aux États généraux de La Haye. Mais le fait est que les organisateurs de La Haye n'ont jamais demandé, à aucun parti, une délégation officielle. Et le fait est que malgré le refus des socialistes de donner ce que personne ne leur avait demandé, ils viendront à La Haye à titre personnel, par conséquent sur le même pied que tous les autres. C'est ainsi que la Chambre des Communes nous enverra plus de cinquante députés, dont une trentaine de travaillistes, parmi lesquels les chefs des deux fractions de la gauche et de la droite du parti.

Hier encore, M. Léon Blum écrivait dans *Le Populaire* : « On ne fera donc pas les États-Unis d'Europe sans nous. Mais, en revanche, nous ne nourrissons pas la présomption « absurde et déplorable » de les faire aujourd'hui à nous tous seuls ».

Voilà qui est clair.

Mais il faut ajouter ceci : ce n'est pas sur un compromis que les partis doivent s'unir pour faire l'Europe. C'est sur la volonté de réaliser chacun leur vocation particulière. Et il en va de même pour les nations.

Prenez les socialistes, que veulent-ils ? Élever le niveau de vie des masses, organiser à cet effet la production, créer ainsi les conditions d'une justice sociale plus réelle. Eh bien tout cela suppose, implique, exige, la Fédération de l'Europe. Un socialiste qui, en tant que tel, n'est pas pour la Fédération, peut être un homme sincère et respectable, mais, il serait difficile de le considérer comme particulièrement logique et réaliste.

Qu'en est-il des conservateurs ? Conserver ce qui mérite de l'être dans toutes nos traditions européennes suppose, implique, commande l'union de l'Europe. Un conservateur qui, par esprit nationaliste, refuserait à sa nation le droit de se fédérer, c'est-à-dire de sauver son autonomie réelle au prix de l'abandon d'une souveraineté qui, dans le fait, n'existe plus, celui-là ferait mentir le nom de conservateur.

Et quant aux libéraux, s'il est certain qu'ils ne représentent plus en Europe un parti politique important, il n'en reste pas moins que leur ambition maîtresse est en réalité celle de l'immense majorité des citoyens européens, s'il est vrai que le mot libéral veut dire ami de la liberté, non pas seulement du laisser-faire, et qu'à ce titre, j'en suis bien certain, il retrouvera demain tout son prestige.

Les trois motifs principaux de nous unir ; sécurité, prospérité, et liberté, se conditionnent réciproquement. Ils conditionnent d'une manière positive l'action conjointe des trois partis qui les revendiquent principalement.

Chacun peut donc y aller au nom de ses principes, à la seule condition de les prendre au sérieux.

Plus tard, une fois le but atteint et la Fédération consolidée, rien ne les empêchera plus de se livrer à leur distraction favorite, qui est de se battre entre eux au moins autant qu'en faveur de leur idéal. Ce qui est bien clair, c'est que s'ils échouent à fonder la Fédération, ils perdront fatalement, demain, l'un des droits qui leur est le plus cher : la liberté de se disputer, le droit de querelle...

Mesdames et Messieurs, si l'Europe, mère des nations et des partis, n'invente pas les moyens de surmonter le nationalisme et l'esprit partisan, je ne vois personne au monde qui puisse le faire avec quelque chance de succès. Nous avons développé des virus dont nous sommes seuls à pouvoir fabriquer les antitoxines efficaces.

Entre un libéralo-capitalisme et un étatisme absolu, tous deux nés en Europe pour émigrer plus tard sur des terres vierges où leurs excès sont manifestes et menaçants, car leur conflit se déclare sans issue, l'Europe se doit et doit au monde d'inaugurer la troisième voie, la voie des libertés organisées.

Nous vivons aujourd'hui la « drôle de paix ». Il dépend de nous qu'elle se termine demain en paix-éclair, et c'est l'effet que pourra seule produire la proclamation solennelle de la Fédération européenne.

Il se passe quelque chose à l'Est. Il est temps qu'ii se passe quelque chose en Europe ! Il est temps de réveiller l'espoir d'une moitié séparée du continent. Il est temps de donner aussi à nos amis Américains la certitude que nous ne sommes pas ce qu'ils ont parfois presque raison de croire que nous sommes : des démissionnaires de l'Histoire.

La véritable troisième force, au plan mondial, ce n'est pas je ne sais quel groupement de doubles-négations et de demi-mesures, c'est l'Europe rejoignant le XXe siècle, pour en prendre la tête et inventer l'avenir. C'est le fédéralisme, qui veut que la Terre promise ne soit pour nous ni l'Amérique ni la Russie, mais cette vieille terre à rajeunir, à libérer de ses cloisons, notre Europe à reconquérir — pour tous ses peuples, pour tous ses partis, et, comme le veut son vrai génie, pour tous les hommes.